



Abstracts/Résumés

A NEW LOOK AT SHORTER HOURS OF WORK IN THE CEP

Julie White

This paper argues that we need to look again at hours of work. One out of every five Canadians is working more than 40 hours a week as their regular hours, while one out of ten work over 50 hours. On top of this, overtime is excessive - paid overtime alone is the equivalent of 225,000 full-time jobs. A major study by the CEP in the pulp and paper industry has shown that overtime may be more expensive than hiring additional workers and that workers are willing to reduce overtime in order to save or create jobs. On reducing regular hours of work, the CEP has found that additional days away from work, once negotiated and experienced, are extremely popular. While more time off is about job creation, better health and safety and improving family and social life, it opposes the lean and mean approach of business corporations.

[Full Article \(PDF\)](#)

SYNDICAL ET CHANGEMENT STRATÉGIQUE AU CANADA

Julie White

Cet article soutient que nous devons repenser les heures de travail. Un Canadien ou une Canadienne sur cinq a une semaine de travail normale de plus de 40 heures et un ou une sur dix travaille plus de 50 heures par semaine. Qui plus est, les heures supplémentaires sont excessives. Les heures supplémentaires rémunérées comptent, à elles seules, pour l'équivalent de 225 000 emplois à plein temps. Une importante étude réalisée par le SCEP dans l'industrie papetière a révélé qu'il peut être plus coûteux de faire effectuer des heures supplémentaires que d'engager des employés ou employées additionnels et que les gens sont disposés à réduire leurs heures supplémentaires afin de maintenir ou de créer des emplois. Le SCEP a constaté que les personnes ayant consenti à réduire leurs heures normales de travail apprécient grandement leurs journées libres supplémentaires. L'augmentation du temps libre est destinée à créer des emplois, à accroître la santé et la sécurité et améliorer la vie familiale et sociale, mais elle s'oppose au régime minceur des entreprises.